

CGT Educ'action 01 > Actualité > **Quand l'État développe le financement public de l'enseignement privé hors (...)**



Communiqué de presse
FSU, UNSA, FO, CGT Educ'Action, SNALC, SUD,
FCPE, JPA

Quand l'État développe le financement public de l'enseignement privé hors contrat...

La loi « avenir pro » de 2018 a permis la promotion des écoles de production. Le gouvernement veut les développer en renforçant le financement public de ces établissements privés hors contrat et ainsi atteindre la centaine d'ici 2028.

Lors du Conseil supérieur de l'Éducation le 10 octobre, l'examen de leur reconnaissance par l'État était à nouveau à l'ordre du jour. Les représentants des organisations syndicales et des associations de parents d'élèves, ont une fois de plus dénoncé le développement important de ces écoles privées et le financement public dont elles bénéficient. Alors que dans le même temps, l'enseignement professionnel public voit diminuer ses moyens, que toute l'Éducation est soumise à une cure d'austérité, et que plus de 13 000 élèves de lycée professionnel, sont restés en dans l'attente d'une affectation en lycée à la rentrée faute de capacités d'accueil suffisantes dans le réseau public, ce financement du privé hors contrat est scandaleux.

Les écoles de production se connaissent pas la crise !

Ces écoles bénéficient massivement de l'argent public, par l'usage gratuit d'équipements municipaux et surtout sous la forme de subventions. L'argent public semble couler à flots dans une totale opacité ! Les collectivités territoriales (régions, métropoles, communautés de communes, municipalités...), l'État, via les directions régionales de l'économie, de l'emploi et des solidarités (DREETS), et tous les dispositifs de financement comme « Finance relance » ou le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, sont mis à contribution. Alors qu'un-e élève en lycée professionnel public coûte en moyenne 13 700€, certaines écoles de production affichent 29 700€ par personne, soit plus du double, financés à 85% avec des fonds publics.

Les coûts de formation, astronomiques, peuvent se chiffrer à plusieurs dizaines de milliers d'euros par an et par élève, un montant nettement supérieur à ceux de la scolarisation d'un-e élève en LP, ce qui n'empêche pas un taux de décrochage très important.

Au-delà d'un modèle économique fondé sur la captation de fonds publics et la désaffectation de fonds privés via le mécénat, il s'agit aussi de confier la formation de jeunes à des entreprises locales, sans autre ambition que de répondre à une demande locale. Il s'agit de promouvoir un modèle de formation écolo, la formation « sur le tas » d'une main d'œuvre qui travaille gratuitement pour des entreprises et sans la protection juridique que confèrent les statuts de stagiaires ou d'apprentis. Quel des enjeux de sécurité au travail, de lutte contre le harcèlement et

Quand l'État développe le financement public de l'enseignement privé hors contrat...

jeudi 17 octobre 2024, par [CGT educ'action](#)

La loi « avenir pro » de 2018 a permis la promotion des écoles de production. Le gouvernement veut les développer en renforçant le financement public de ces établissements privés hors contrat et ainsi atteindre la centaine d'ici 2028.

La réaction de la CGT Educ'action au sein de l'intersyndicale, ci-dessous :



Communiqué de presse **FSU, UNSA, FO, CGT Educ'Action, SNALC, SUD,** **FCPE, JPA**

Quand l'État développe le financement public de l'enseignement privé hors contrat...

La loi « avenir pro » de 2018 a permis la promotion des écoles de production. Le gouvernement veut les développer en renforçant le financement public de ces établissements privés hors contrat et ainsi atteindre la centaine d'ici 2028.

Lors du Conseil supérieur de l'Éducation le 10 octobre, l'examen de leur reconnaissance par l'État était à nouveau à l'ordre du jour. Les représentants des organisations syndicales et des associations de parents d'élèves, ont une fois de plus dénoncé le développement important de ces écoles privées et le financement public dont elles bénéficient. Alors que dans le même temps, l'enseignement professionnel public voit diminuer ses moyens, que toute l'Éducation est soumise à une cure d'austérité, et que plus de 13 000 élèves de lycée professionnel, sont restés en dans l'attente d'une affectation en lycée à la rentrée faute de capacités d'accueil suffisantes dans le réseau public, ce financement du privé hors contrat est scandaleux.

Les écoles de production se connaissent pas la crise !

Ces écoles bénéficient massivement de l'argent public, par l'usage gratuit d'équipements municipaux et surtout sous la forme de subventions. L'argent public semble couler à flots dans une totale opacité ! Les collectivités territoriales (régions, métropoles, communautés de communes, municipalités...), l'État, via les directions régionales de l'économie, de l'emploi et des solidarités (DREETS), et tous les dispositifs de financement comme « Finance relance » ou le Fonds national d'aménagement et de développement du territoire, sont mis à contribution. Alors qu'un-e élève en lycée professionnel public coûte en moyenne 13 700€, certaines écoles de production affichent 29 700€ par personne, soit plus du double, financés à 85% avec des fonds publics.

Les coûts de formation, astronomiques, peuvent se chiffrer à plusieurs dizaines de milliers d'euros par an et par élève, un montant nettement supérieur à ceux de la scolarisation d'un-e élève en LP, ce qui n'empêche pas un taux de décrochage très important.

Au-delà d'un modèle économique fondé sur la captation de fonds publics et la désaffectation de fonds privés via le mécénat, il s'agit aussi de confier la formation de jeunes à des entreprises locales, sans autre ambition que de répondre à une demande locale. Il s'agit de promouvoir un modèle de formation écolo, la formation « sur le tas » d'une main d'œuvre qui travaille gratuitement pour des entreprises et sans la protection juridique que confèrent les statuts de stagiaires ou d'apprentis. Quel des enjeux de sécurité au travail, de lutte contre le harcèlement et